



## CHAPITRE 34

Loi modifiant certaines dispositions législatives  
concernant les municipalités

[Sanctionnée le 19 décembre 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

C.m., a. 5d,  
aj.

**1.** Le Code municipal est modifié par l'insertion, après l'article 5c, du suivant:

«**5d.** Une corporation peut accepter la délégation d'un pouvoir non discrétionnaire du gouvernement ou de l'un de ses ministres ou organismes lorsque la loi permet une telle délégation, et exercer ce pouvoir.».

C.m.,  
a. 696b,  
mod.

**2.** L'article 696b de ce code, édicté par l'article 42 du chapitre 53 des lois de 1977, est modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«**3.** Dans le cas d'une corporation municipale faisant partie de la Communauté urbaine de Montréal, le conseil peut imposer et prélever une surtaxe sur un terrain vague, desservi ou pas, qui est régie par le présent article, sous la réserve prévue par le deuxième alinéa.

Le montant de la surtaxe est déterminé par le conseil et peut atteindre un maximum de 100% du total des taxes foncières visées au paragraphe 1. Le conseil peut fixer un montant différent à l'égard des terrains vagues desservis et à l'égard des terrains vagues non desservis; le montant fixé à l'égard des premiers doit alors être supérieur à celui fixé à l'égard des seconds.

La surtaxe visée au présent paragraphe remplace celle visée au paragraphe 1.».

L.R.Q.,  
c. C-19,  
a. 29.1, aj.

**3.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant:

Délégation  
de  
pouvoirs.

«**29.1** Une corporation peut accepter la délégation d'un pouvoir non discrétionnaire du gouvernement ou de l'un de ses ministres ou organismes lorsque la loi permet une telle délégation, et exercer ce pouvoir.

Appli-  
cation.

Le présent article s'applique à toutes les municipalités de cité ou de ville, même à celles qui ne sont pas visées par l'article 1.».

L.R.Q.,  
c. C-19,  
a. 486,  
mod.  
Commu-  
nauté  
urbaine de  
Montréal.

**4.** L'article 486 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 3, des alinéas suivants:

«Dans le cas d'une municipalité faisant partie de la Communauté urbaine de Montréal, le conseil peut imposer et prélever une surtaxe sur un terrain vague, desservi ou pas, qui est régie par le présent article, sous la réserve prévue par le quatrième alinéa.

Maximum.

Le montant de la surtaxe est déterminé par le conseil et peut atteindre un maximum de 100% du total des taxes foncières visées au paragraphe 1. Le conseil peut fixer un montant différent à l'égard des terrains vagues desservis et à l'égard des terrains vagues non desservis; le montant fixé à l'égard des premiers doit alors être supérieur à celui fixé à l'égard des seconds.

Rempla-  
cement.

La surtaxe visée au présent paragraphe remplace celle visée au paragraphe 1.».

1978, c. 63,  
a. 15.1,  
mod.

**5.** L'article 15.1 de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (1978, c. 63), édicté par l'article 15 du chapitre 16 des lois de 1980, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception.

«Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui, le 18 juin 1980, est membre du conseil d'une municipalité, jusqu'à ce qu'elle cesse de l'être. Une personne ne cesse pas d'être membre du conseil à l'expiration de son mandat si elle est réélue à l'élection suivante.».

1979, c. 51,  
a. 168,  
mod.

**6.** L'article 168 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51) est modifié par le remplacement du paragraphe 7° par le paragraphe et les alinéas suivants:

«7° dans le cas où la municipalité régionale de comté succède à une corporation de comté et dans celui où le territoire de la municipalité régionale de comté ne correspond pas exactement au territoire entier d'une ou plusieurs corporations de comté, selon les limites existant avant toute constitution de municipalité régionale de comté, déterminer l'ensemble ou une partie des conditions du partage des pouvoirs, droits et obligations des municipalités régionales de comté, corporations de comté, municipalités et autres personnes affectées directement ou indirectement par la constitution de la municipalité régionale de comté; dans les mêmes circonstances, établir le cas échéant un mécanisme ou une procédure permet-

tant de déterminer l'ensemble ou une partie des conditions de ce partage postérieurement à la constitution de la municipalité régionale de comté, ce mécanisme ou cette procédure pouvant comprendre un contrôle par un ministre ou organisme du gouvernement et les résultats en découlant devant être contenus dans une modification aux lettres patentes.

Prévalence  
des  
conditions  
du para-  
graphe 7°.

Les conditions déterminées en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa ont effet malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, d'un règlement, d'une entente ou de tout autre acte ayant des effets juridiques. Ces conditions lient les intéressés dont les pouvoirs, droits et obligations font l'objet du partage, même s'ils ne sont pas assujettis à la compétence de la municipalité régionale de comté.

Effet sur  
les actes  
de la  
corporation  
de comté.

Sous réserve de ces conditions, les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de la corporation de comté dont une partie du territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, annulés ou abrogés.

Publication  
d'un avis.

Le ministre fait publier, dans un journal diffusé dans la zone où s'est faite la consultation préalable à la constitution de la municipalité régionale de comté, le texte des conditions déterminées en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa avec un avis indiquant l'endroit où on peut en prendre connaissance et en obtenir copie. Cet avis mentionne que tout intéressé peut transmettre au ministre son opinion concernant ces conditions, par écrit et dans les trente jours qui suivent la publication de l'avis.

Enquête.

À la demande du ministre, la Commission municipale du Québec tient une enquête publique aux fins d'entendre les intéressés sur les conditions déterminées en vertu du paragraphe 7° du premier alinéa. Après cette enquête, la Commission fait rapport au ministre.

Modifi-  
cation.

Le gouvernement peut, s'il y a lieu, modifier les lettres patentes pour changer ces conditions.».

1979, c. 51,  
a. 188,  
mod.

**7.** L'article 188 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Partici-  
pation aux  
délibé-  
rations.

«Pour les fins de l'exercice des pouvoirs dévolus par ou en vertu d'une loi générale ou spéciale à une corporation de comté à l'égard des municipalités assujetties à sa juridiction, seuls les représentants de ces municipalités sont habilités à participer aux délibérations et au vote du conseil de la municipalité régionale de comté.».

1979, c. 51,  
a. 189,  
mod.

**8.** L'article 189 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Acquisition  
d'une com-  
pétence.

«**189.** Le conseil de la municipalité régionale de comté peut décréter, par règlement adopté à la majorité des deux tiers des voix de ses membres, qu'il a compétence à l'égard des cités et villes de son territoire sur l'une ou plusieurs des matières suivantes:

- 1° évaluation foncière;
- 2° perception du droit sur les mutations immobilières;
- 3° exploitation d'un système de gestion des déchets ou d'une partie d'un tel système.».

1979, c. 51,  
a. 204,  
remp.  
Rémuné-  
ration.

**9.** L'article 204 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**204.** Pour les fins de l'application de la présente loi, le préfet et les membres du conseil de la municipalité régionale de comté sont rémunérés selon les règles prévues par le gouvernement.».

1979, c. 51,  
a. 205,  
mod.

**10.** L'article 205 de cette loi, modifié par l'article 399 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Répar-  
tition.

«Malgré les trois premiers alinéas, lorsque la municipalité régionale de comté exerce, par l'application de l'article 170 ou 189 ou autrement, une compétence prévue par une autre loi générale ou spéciale, les dépenses encourues dans l'exercice de cette compétence sont réparties selon les règles prévues par ou en vertu de cette autre loi. Aux fins de payer sa quote-part découlant de cette répartition, une municipalité a les pouvoirs prévus par la loi pour prélever les sommes nécessaires, comme si elle exerçait elle-même cette compétence.».

1979, c. 51,  
a. 241,  
mod.

**11.** L'article 241 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 5° du premier alinéa par le suivant:

«5° prescrire les tarifs d'honoraires maximums exigibles pour l'émission des permis et des certificats prévus par l'article 119, qui peuvent être différents selon les catégories de permis ou de certificats que détermine le gouvernement et selon la valeur de l'immeuble ou de la construction projetée;»;

2° par le remplacement du paragraphe 6° du premier alinéa par le suivant:

«6° prescrire les règles de rémunération du préfet et des membres du conseil de la municipalité régionale de comté prévues par l'article 204;»;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Rémunération.

« Les règles de rémunération visées au paragraphe 6° du premier alinéa peuvent prévoir que les membres du conseil, y compris le préfet, qui représentent des municipalités régies par le Code municipal sont rémunérés selon un règlement adopté par eux conformément à l'article 428 de ce code, pour l'exercice de leurs fonctions relatives aux pouvoirs visés au deuxième alinéa de l'article 188; ces règles peuvent également prévoir des tarifs de rémunération du préfet et des membres du conseil pour l'exercice de leurs autres fonctions. ».

1979, c. 72,  
a. 34, mod.

**12.** L'article 34 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 72) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Propriétaire unique ou co-propriétaires indivis.

« Dans le cas où le terrain ou le groupe de terrains ne doit pas être porté au rôle, les conditions prévues par les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa sont remplies si les immeubles autres que le terrain ou le groupe de terrains appartiennent à un même propriétaire ou à un même groupe de propriétaires par indivis et si ces immeubles sont situés sur des terrains contigus ou qui seraient contigus s'ils n'étaient pas séparés par un cours d'eau, une voie de communication ou un réseau d'utilité publique. ».

1979, c. 72,  
a. 35, mod.

**13.** L'article 35 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Absence de terrain.

« Dans le cas où une unité d'évaluation ne comprend pas de terrain, elle est inscrite au nom du propriétaire des immeubles qui la composent. ».

1979, c. 72,  
a. 57, mod.

**14.** L'article 57 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Terrains vagues.

« **57.** Le rôle identifie chaque unité d'évaluation qui peut être assujettie à la surtaxe sur les terrains vagues, desservis ou pas, prévue par l'article 486 de la Loi sur les cités et villes ou par l'article 696b du Code municipal, si la corporation municipale adopte une résolution à cet effet au plus tard le 31 mars précédant l'entrée en vigueur du rôle. ».

1979, c. 72,  
a. 66, mod.

**15.** L'article 66 de cette loi est modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Propriétaire du terrain.

« Dans le cas où le terrain qui constitue l'assiette d'un élément du réseau appartient à une personne autre que celle qui exploite le réseau, sa valeur est diminuée en proportion de celle du droit détenu par l'exploitant du réseau. La valeur de ce droit n'est pas ajoutée à celle des immeubles de la personne qui exploite le réseau. ».

1979, c. 72,  
a. 67, mod.

**16.** L'article 67 de cette loi, modifié par l'article 131 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Exception. «Toutefois, ne sont pas portés au rôle un conduit, une voûte souterraine, un puits d'accès et une autre construction qui abrite exclusivement un appareil ou une installation, ainsi que leurs accessoires, servant effectivement au fonctionnement du réseau, à l'exception d'un centre de commutation.».

1979, c. 72,  
a. 68,  
remp.  
Réseau  
d'énergie  
électrique.

**17.** L'article 68 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**68.** Ne sont pas portés au rôle les constructions qui font partie d'un réseau de production, de transmission ou de distribution d'énergie électrique et les ouvrages qui en sont les accessoires.

Barrage.

Un barrage ou une centrale et les ouvrages qui en sont les accessoires ne sont pas portés au rôle.

Poste de  
transformation ou  
de distribution.

Une construction faisant partie d'un poste de transformation ou de distribution, composée de fondations, de murs extérieurs et d'un toit, ainsi que le terrain sous-jacent à cette construction, sont portés au rôle.

Aménagement du  
sol.

Une voie de communication, une clôture ou un ouvrage d'aménagement du sol n'est pas porté au rôle s'il est l'accessoire d'une construction faisant partie du réseau.

Puits  
d'accès.

Un puits d'accès, une voûte souterraine, un réservoir et les ouvrages qui en sont les accessoires, s'ils font partie du réseau, ne sont pas portés au rôle, malgré le troisième alinéa.

Disposi-  
tion appli-  
cable.

Le quatrième alinéa de l'article 66 s'applique au cas prévu par le présent article.».

1979, c. 72,  
a. 69, ab.

**18.** L'article 69 de cette loi est abrogé.

1979, c. 72,  
a. 81, mod.

**19.** L'article 81 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

1979, c. 72,  
a. 126,  
remp.  
Plainte du  
ministre.

**20.** L'article 126 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**126.** Le ministre peut formuler une plainte à l'égard d'un bien pour lequel un montant est versé pour tenir lieu de taxes ou de compensations municipales en vertu de l'article 254.».

1979, c. 72,  
a. 141,  
mod.

**21.** L'article 141 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Adjudi-  
cation  
sommaire.

«Cependant, le Bureau peut adjuger sommairement au plaignant les conclusions de sa plainte et donner avis de telle décision



aux parties et, dans le cas prévu par l'article 137, au propriétaire du bien à l'égard duquel la plainte est portée, chaque fois que l'évaluateur en fait la recommandation avec le consentement des parties intimées.».

1979, c. 72,  
a. 157,  
mod. **22.** L'article 157 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Retrait de  
la plainte. «Toutefois, si la plainte est retirée avant que le Bureau, ou la Cour provinciale dans le cas d'une évocation, en ait décidé, l'évaluateur peut faire une requête en correction d'office à l'égard de l'inscription ou de l'omission dans les 60 jours du retrait de la plainte.».

1979, c. 72,  
a. 159, ab. **23.** L'article 159 de cette loi est abrogé.

1979, c. 72,  
a. 174,  
mod. **24.** L'article 174 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe 15°, du point par un point-virgule;

2° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«16° y corriger une erreur d'écriture qui ne porte pas sur la valeur ou la valeur imposable inscrite.».

1979, c. 72,  
a. 175,  
mod. **25.** L'article 175 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Évaluation  
refaite. «**175.** Dans le cas d'une modification visée au paragraphe 2°, 4°, 6°, 7°, 8° ou 12° de l'article 174, l'évaluateur refait l'évaluation de l'unité d'évaluation touchée. Il en est de même dans le cas d'une modification visée au paragraphe 1° de cet article, si la requête en correction d'office le prévoit ou si la modification pouvait être effectuée en vertu d'un autre paragraphe visé au présent alinéa. Il en est de même dans le cas d'une modification visée à un autre paragraphe de l'article 174, si une unité d'évaluation est changée par suite de cette modification.».

1979, c. 72,  
a. 177,  
mod. **26.** L'article 177 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 5° par ce qui suit:

«5° celles visées aux paragraphes 6° à 14° et 16° de cet article ont effet à compter de la date fixée dans le certificat de l'évaluateur, laquelle ne peut être antérieure à la plus récente parmi les dates suivantes:».

1979, c. 72,  
a. 204,  
mod. **27.** L'article 204 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 1°, des suivants:

«1°.1 un immeuble appartenant à la Couronne du chef du Canada ou à un mandataire de celle-ci;

«1°.2 un immeuble appartenant à la Corporation d'hébergement du Québec;»;

2° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

«10° un immeuble qui appartient à une institution ou un organisme qui est reconnu par la Commission, après consultation de la corporation municipale, comme remplissant les conditions du présent paragraphe:

a) qui est à l'usage du public et utilisé sans but lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales, ou

b) qui est utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif;»;

3° par le remplacement du paragraphe 12° par le suivant:

«12° un immeuble appartenant à une institution religieuse ou à une fabrique, utilisé par elle ou gratuitement par une autre institution religieuse ou une autre fabrique, non en vue d'un revenu mais dans la poursuite immédiate de ses objets constitutifs de nature religieuse ou charitable, de même que ses dépendances immédiates utilisées aux mêmes fins;»;

4° par le remplacement du paragraphe 14° par le suivant:

«14° un immeuble appartenant à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), y compris un centre d'accueil visé à l'article 12 de cette loi, et qui sert aux fins prévues par cette loi, et un immeuble appartenant au titulaire d'un permis de service de garde en garderie ou en jardin d'enfants visé au paragraphe 1° ou 2° de l'article 4 ou 5 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (1979, c. 85), et qui sert aux fins prévues par cette loi;»;

5° par le remplacement, à la fin du paragraphe 16°, du point par un point-virgule;

6° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«17° un immeuble appartenant à une institution religieuse et qui est utilisé par une personne visée au paragraphe 13°, 14°, 15° ou 16°, si l'activité qui y est exercée par cette personne fait partie de ses activités normales.».

1979, c. 72,  
a. 204.1,  
aj.

**28.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 204, du suivant:



Utilisation  
de  
l'immeu-  
ble.

«**204.1** Un immeuble qui appartient à une personne mentionnée dans un paragraphe de l'article 204 demeure non imposable et est censé visé par ce paragraphe s'il est utilisé par une autre personne, ou à une autre fin que celle prévue par ce paragraphe, mentionnée à l'article 204.

Institution  
religieuse.

Toutefois, un immeuble appartenant à une institution religieuse n'est censé visé par le paragraphe 17° de l'article 204 que s'il est utilisé conformément à ce paragraphe.».

1979, c. 72,  
a. 207,  
remp.  
Compen-  
sation.

**29.** L'article 207 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**207.** Le propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 13°, 14°, 15°, 16° ou 17° de l'article 204 est tenu de payer à la corporation municipale dans le territoire de laquelle se trouve l'immeuble une compensation dont le montant est déterminé conformément aux articles 254 à 258. Cette compensation est payée à titre de toute taxe ou compensation imposable pour la fourniture de services municipaux.».

1979, c. 72,  
a. 208,  
remp.  
Paiement  
de taxes  
foncières.

**30.** L'article 208 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**208.** Lorsqu'un immeuble non imposable en vertu du paragraphe 1° ou 1°.1 de l'article 204 est occupé par un autre qu'une personne mentionnée à cet article, les taxes foncières auxquelles cet immeuble serait assujéti sans cette exemption sont imposées au locataire ou, à défaut, à l'occupant, et sont payables par lui.

Paiement  
des taxes  
foncières.

Lorsqu'un immeuble visé par un autre paragraphe de l'article 204 est occupé par un autre qu'une personne mentionnée à cet article, il devient imposable et les taxes foncières auxquelles il est assujéti sont imposées au locataire ou, à défaut, à l'occupant, et sont payables par lui.

Inscrip-  
tion.

L'immeuble est inscrit au nom de celui qui doit payer les taxes foncières.».

1979, c. 72,  
a. 209.1, aj

**31.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 209, du suivant:

Effet  
rétroactif.

«**209.1** La Commission peut décréter que la reconnaissance qu'elle accorde a effet depuis le début de l'exercice financier au cours duquel la demande de reconnaissance est faite.».

1979, c. 72,  
a. 220,  
remp.  
Ferme  
exclue de  
la zone  
agricole.

**32.** L'article 220 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**220.** Lorsqu'une ferme est exclue de la zone agricole, sauf en raison d'une expropriation, le remboursement prévu par l'article 219 s'applique pour chaque exercice financier municipal ou scolaire, selon le cas, pendant lequel la ferme était incluse dans la zone

agricole, jusqu'à concurrence de dix exercices financiers depuis l'établissement de la zone agricole.

Rembour-  
sement  
le plus  
élevé.

«**220.1** Dans le cas où les articles 219 et 220 peuvent s'appliquer simultanément à une même ferme, l'article prévoyant le remboursement le plus élevé s'applique.».

1979, c. 72,  
a. 221,  
mod.

**33.** L'article 221 de cette loi est modifié par le remplacement de ce qui précède les paragraphes 1°, 2° et 3° par ce qui suit:

Taxes à  
payer.

«**221.** Une personne qui exploite ou a exploité un réseau dont certains immeubles ne sont pas portés au rôle, en vertu des articles 66 à 68, doit payer, à titre de taxe foncière municipale sur ces immeubles et sur les terrains en constituant l'assiette et visés au paragraphe 7° de l'article 204, pour chaque exercice financier municipal coïncidant avec une année civile donnée, une taxe sur son revenu brut imposable pour son exercice financier terminé pendant l'année civile précédant l'année donnée, égale à:».

1979, c. 72,  
a. 222,  
remp.

Taxes à  
payer.

**34.** L'article 222 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**222.** Une personne, autre qu'Hydro-Québec et ses filiales, qui exploite ou a exploité un réseau de production d'énergie électrique et qui consomme elle-même toute l'énergie qu'elle produit, ou une partie de celle-ci, doit payer à la corporation municipale dans le territoire de laquelle est situé un de ses immeubles non portés au rôle en vertu de l'article 68 ou non imposables en vertu du paragraphe 7° de l'article 204, à titre de taxe foncière municipale sur cet immeuble pour chaque exercice financier municipal, une taxe calculée conformément à l'article 223.

Énergie  
consom-  
mée.

Aux fins du présent article, l'énergie consommée par une personne liée à celle qui la produit, au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), est censée être consommée par cette dernière.».

1979, c. 72,  
a. 223,  
remp.  
Montant.

**35.** L'article 223 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**223.** Le montant de la taxe payable en vertu de l'article 222 pour un exercice financier municipal est égal au montant payable pour l'exercice précédent, multiplié par le quotient obtenu en divisant le total des revenus d'imposition de l'exercice pour lequel la taxe est payable par celui de l'exercice précédent.

Minimum.

Toutefois, le montant payable pour un exercice ne doit pas être inférieur à celui payable pour l'exercice antérieur.

«Total des  
revenus  
d'impo-  
sition».

Aux fins du présent article, les mots «total des revenus d'imposition» signifient le montant calculé conformément au paragraphe 1° de l'article 234.».

1979, c. 72,  
a. 225,  
mod. **36.** L'article 225 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

1979, c. 72,  
a. 229,  
remp.  
Loi fiscale. **37.** L'article 229 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**229.** L'article 221, l'article 224, l'article 225, les articles 226 à 228, le paragraphe 3° de l'article 262 et l'article 265 sont considérés comme une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., c. M-31).».

1979, c. 72,  
a. 230,  
mod. **38.** L'article 230 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Montant à verser. «Pour chaque exercice financier municipal, la personne visée au premier alinéa verse à une corporation municipale un montant égal à celui qu'elle aurait droit de recevoir pour cet exercice en vertu de l'article 99 de la Loi sur l'évaluation foncière. Pour chaque exercice financier municipal, cette personne verse à une corporation municipale qui n'a pas droit de recevoir une taxe en vertu de l'article 222 un montant égal à celui qu'elle a reçu pour l'exercice de 1979 en vertu de l'article 101 de la Loi sur l'évaluation foncière. Les montants versés par cette personne sont pris à même les revenus mentionnés au premier alinéa.».

1979, c. 72,  
sous-  
section 5,  
a. 231.1,  
aj. **39.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 231, de ce qui suit:

« § 5.—*Presbytères de certaines Églises*

Presby-  
tère. «**231.1** Un presbytère d'une Église constituée en corporation en vertu des lois du Québec, qui n'appartient pas à celle-ci, est exempt de taxe foncière municipale ou scolaire pour la partie de sa valeur qui n'excède pas 50 000 \$.

Résidence principale. Est considérée comme presbytère la résidence principale qui appartient à un ministre en charge d'un lieu de culte public d'une Église constituée en corporation en vertu des lois du Québec.

Appli-  
cation. Le premier alinéa ne s'applique qu'à un seul presbytère par église.».

1979, c. 72,  
a. 236,  
mod. **40.** L'article 236 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° d'une activité exercée dans un immeuble visé à l'article 204 et à l'égard duquel un locataire ou occupant n'est pas tenu de payer des taxes foncières en vertu de l'article 208, si cette activité est mentionnée à l'article 204, ou si elle fait partie des activités normales de la personne visée à cet article qui l'exerce, dans le cas où cette activité n'est pas mentionnée à cet article;».

1979, c. 72,  
a. 245,  
mod.

**41.** L'article 245 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Paiement  
et rem-  
bourse-  
ment des  
taxes.

«**245.** Chaque fois qu'une modification au rôle, ou la confection d'un nouveau rôle en remplacement d'un autre cassé ou déclaré nul, a pour effet de modifier la valeur imposable d'une unité d'évaluation, ou la superficie ou une autre dimension du terrain qui en fait partie, celui qui est tenu de payer les taxes à l'égard de cette unité d'évaluation doit payer un supplément, ou la corporation municipale ou la commission scolaire doit lui rembourser ce qu'elle a perçu en trop, quant aux taxes imposées en fonction de la valeur imposable, de la superficie ou de l'autre dimension, proportionnellement à la partie de l'exercice financier municipal ou scolaire non encore écoulee au moment de la prise d'effet de la modification ou de l'entrée en vigueur du nouveau rôle.».

1979, c. 72,  
a. 252,  
mod.

**42.** L'article 252 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants:

Paiement  
par ver-  
sements.

«**252.** Malgré une disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, si le total des taxes foncières municipales comprises dans un compte atteint le montant minimal établi conformément au règlement prévu par le paragraphe 4° de l'article 263, le débiteur a droit de les payer en un ou deux versements, sous réserve du deuxième alinéa.

Augmen-  
tation du  
nombre de  
verse-  
ments.

La corporation municipale ou la municipalité qui fait la perception des taxes foncières municipales peut, par règlement de son conseil, augmenter le nombre de versements offerts au débiteur, dans les limites prévues par le règlement visé au premier alinéa. Elle peut également, par règlement de son conseil, décréter que d'autres taxes ou compensations peuvent être payées en plusieurs versements.

Intérêt et  
prescrip-  
tion.

L'intérêt et le délai de prescription applicables aux taxes foncières municipales s'appliquent à chacun des versements, à compter de son échéance.».

1979, c. 72,  
a. 254,  
remp.  
Somme  
versée par  
le gouver-  
nement.

**43.** L'article 254 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**254.** Le gouvernement verse à une corporation municipale une somme d'argent à l'égard de chaque immeuble situé dans le territoire de cette dernière et visé à l'article 255, pour un montant calculé en vertu de cet article.

Places  
d'affaires.

Il verse également à une corporation municipale une somme d'argent à l'égard de chaque place d'affaires située dans le territoire de cette dernière et visée au premier alinéa de l'article 255, pour un montant calculé en vertu de cet alinéa, si une taxe d'affaires est imposée dans ce territoire.».

1979, c. 72,  
a. 255,  
ramp.  
Immeuble  
de la  
Couronne.

**44.** L'article 255 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**255.** À l'égard d'un immeuble visé au paragraphe 1° de l'article 204, et à l'égard d'une place d'affaires située dans un tel immeuble, les montants sont égaux respectivement à la totalité des taxes foncières municipales et à la totalité des taxes d'affaires qui seraient exigibles si cet immeuble n'était pas exempt de taxe foncière et si l'activité exercée dans cette place d'affaires n'était pas exempte de taxe d'affaires.

Établis-  
sement  
public ou  
d'ensei-  
gnement  
privé.

Sous réserve du quatrième alinéa, à l'égard d'un immeuble visé aux paragraphes 1°.2, 14° et 15° de l'article 204, ainsi qu'à l'égard d'un immeuble visé au paragraphe 17° de cet article utilisé par une personne visée au paragraphe 14° ou 15°, le montant est égal au produit obtenu par la multiplication de la valeur inscrite au rôle de cet immeuble par un taux égal à 80% du taux global de taxation de la corporation municipale.

Établis-  
sement  
d'ensei-  
gnement  
public.

À l'égard d'un immeuble d'un établissement universitaire visé au paragraphe 13° de l'article 204, d'un collège d'enseignement général et professionnel public ou d'un collège d'enseignement général et professionnel privé reconnu d'intérêt public ou reconnu pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé, ainsi qu'à l'égard d'un immeuble visé au paragraphe 17° de cet article utilisé par un tel établissement universitaire ou collège, le montant est égal au produit obtenu par la multiplication de la valeur inscrite au rôle de cet immeuble par un taux égal à 80% du taux global de taxation de la corporation municipale.

Établis-  
sement  
d'ensei-  
gnement.

À l'égard d'un immeuble d'une commission scolaire utilisé par une personne visée au paragraphe 1°, 13° ou 14° de l'article 204 et à l'égard d'un immeuble visé au paragraphe 15° ou 16° de cet article utilisé aux fins d'enseignement élémentaire ou secondaire, ainsi qu'à l'égard d'un immeuble visé au paragraphe 17° de cet article utilisé aux mêmes fins par une personne visée au paragraphe 15° ou par une commission scolaire ou une institution d'enseignement privé reconnue d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé, le montant est égal au produit obtenu par la multiplication de la valeur inscrite au rôle de cet immeuble par un taux égal à 40% du taux global de taxation de la corporation municipale.».

1979, c. 72,  
a. 256,  
mod.

**45.** L'article 256 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Immeubles  
énumérés  
dans ré-  
glement.

«**256.** Les genres d'immeubles ou de places d'affaires qui sont compris dans une catégorie visée à l'article 255, ou qui en sont exclus, peuvent être énumérés dans le règlement adopté en vertu du paragraphe 2° de l'article 262.».



1979, c. 72,  
a. 257,  
remp.  
Compensation.

**46.** L'article 257 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**257.** La somme d'argent versée par le gouvernement à l'égard d'un immeuble visé au premier alinéa de l'article 255 tient lieu des taxes foncières municipales et celle versée à l'égard d'une place d'affaires visée à cet alinéa tient lieu de la taxe d'affaires.

Compensation.

La somme d'argent versée par le gouvernement à l'égard d'un immeuble visé au deuxième, troisième ou quatrième alinéa de l'article 255 tient lieu de toute taxe municipale ou autre compensation pour services municipaux. Cette somme est censée être la compensation visée à l'article 207 exigible du propriétaire de cet immeuble, et le versement de cette somme est censé être le paiement de cette compensation pour et à l'acquit du propriétaire.

Exclusion.

Aux fins du calcul du potentiel fiscal d'une corporation municipale, aucune partie de la somme visée au deuxième alinéa n'est censée tenir lieu de taxe d'affaires.».

1979, c. 72,  
a. 258,  
remp.  
Dispositions non applicables.

**47.** L'article 258 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**258.** Les articles 254 à 257 ne s'appliquent pas à l'égard d'un immeuble pour lequel un locataire ou occupant est tenu de payer des taxes foncières en vertu de l'article 208.».

1979, c. 72,  
a. 262,  
mod.

**48.** L'article 262 de cette loi est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° par le suivant:

«*b*) énumérer les genres d'immeubles ou de places d'affaires qui sont compris dans une catégorie visée à l'article 255, ou qui en sont exclus;».

1979, c. 72,  
a. 263,  
mod.

**49.** L'article 263 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° fixer, ou prescrire les règles permettant d'établir, le montant minimal que doit atteindre le total des taxes foncières municipales comprises dans un compte pour que le débiteur ait le droit de les payer en plusieurs versements; prescrire le nombre maximal de versements que peut fixer une corporation municipale ou une municipalité en vertu de l'article 252; prévoir les autres modalités relatives au paiement en plusieurs versements des taxes susmentionnées;».

1979, c. 72,  
a. 264,  
mod.

**50.** L'article 264 de cette loi, modifié par l'article 133 du chapitre 11 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'insertion, après le cinquième alinéa, du suivant:

Établissement par le ministre.

«Si le 1<sup>er</sup> novembre l'évaluateur n'a pas communiqué par écrit au ministre la proportion médiane et le facteur du rôle, le ministre peut établir cette proportion médiane et ce facteur à sa place. Tou-



tefois, l'évaluateur peut remédier à son défaut tant que le ministre ne s'est pas conformé au huitième alinéa.».

1979, c. 72,  
a. 507,  
mod.

**51.** L'article 507 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Dispo-  
sitions  
appli-  
cables.

«Les dispositions de la présente loi relatives au rôle d'évaluation s'appliquent à chaque révision annuelle du rôle visé au premier alinéa, sauf les articles 33, 34, 46 et 62, et sauf l'article 175 dans la seule mesure où il réfère à l'article 46. Aux fins de l'application de la présente loi ou d'un règlement à une révision annuelle du rôle visé au premier alinéa, les mots «unité d'évaluation» signifient l'ensemble des immeubles qui sont groupés sous une même entrée au rôle.».

1979, c. 72,  
a. 517, ab.

**52.** L'article 517 de cette loi est abrogé.

1979, c. 72,  
a. 519.1, aj.

**53.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 519, du suivant:

Effet  
rétroactif.

**519.1** Dans le cas d'une demande de reconnaissance faite à la Commission en vertu du paragraphe 10° de l'article 204, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1981, pour l'exercice financier municipal de 1980, la Commission peut décréter que la reconnaissance qu'elle accorde a effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980.».

1979, c. 72,  
a. 560.1, aj.

**54.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 560, du suivant:

Énergie  
électrique,  
taxe pour  
1980.

**560.1** Le montant de la taxe payable en vertu de l'article 222 pour l'exercice financier municipal de 1980 est égal au montant des taxes payables à la corporation municipale pour l'exercice de 1979 à l'égard des immeubles mentionnés à l'article 222, en vertu de l'article 101 de la Loi sur l'évaluation foncière (L.R.Q., c. E-16), multiplié par le quotient obtenu en divisant le total des revenus d'imposition de la corporation pour 1980 par celui pour 1979.

«Total des  
revenus  
d'impo-  
sition».

Aux fins du présent article, les mots «total des revenus d'imposition» signifient le montant calculé conformément au paragraphe 1° de l'article 234.

Minimum.

Le montant payable pour l'exercice de 1980 ne doit pas être inférieur à celui payable pour l'exercice de 1979.».

1979, c. 72,  
a. 569,  
mod.

**55.** L'article 569 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Déficit du  
service de  
transport  
de  
Montréal.

«Le trésorier de la Communauté urbaine de Montréal répartit la partie du déficit d'exploitation de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal encouru en 1979 et qui ne

sera pas comblée par une subvention du gouvernement, entre les municipalités desservies au cours de cet exercice, dans les trente jours suivant le dépôt du rapport des vérificateurs de la Commission sur la même base que la répartition prévue au premier alinéa. La quote-part de chaque municipalité est due et exigible le 1<sup>er</sup> mai 1980.»;

2° par le remplacement du paragraphe 2° du troisième alinéa par le suivant:

«2° au plus tard le 15 avril 1980, demander par résolution à la Communauté d'emprunter pour son compte, pour un terme n'excédant pas dix ans, la somme qu'elle indique. La Communauté emprunte en son propre nom, suivant l'article 259 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, au bénéfice des municipalités qui lui en ont fait la demande, le montant ainsi indiqué plus les frais d'emprunt.».

1979, c. 72,  
a. 573,  
remp.  
Réajus-  
tement  
de loyer  
de la place  
d'affaires.

**56.** L'article 573 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**573.** Le locataire d'une place d'affaires, d'un local ou d'un logement compris dans une unité d'évaluation assujettie, au cours de l'exercice financier commencé en 1979, à une taxe supplémentaire ou à une surtaxe abolie par l'article 378, 418, 468 ou 495 a droit, sur demande faite au locateur dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, à un réajustement de loyer de la place d'affaires, du local ou du logement, à compter du premier janvier 1980, en fonction de l'abolition de ces taxes supplémentaires ou surtaxes.

Variations  
à  
considérer.

Dans le cas d'un bail de plus de douze mois en vigueur avant le premier juillet 1980, le réajustement de loyer doit tenir compte de toute variation survenue depuis le début du bail dans les taxes municipales ou scolaires affectant l'unité d'évaluation, dans les primes d'assurance-incendie ou d'assurance-responsabilité ou, si la place d'affaires, le local ou le logement est chauffé ou éclairé aux frais du locateur, dans le coût unitaire du combustible ou de l'électricité, à moins que le loyer n'ait déjà été réajusté en fonction de ces variations.

Juridiction  
de la  
Régie.

La Régie du logement a juridiction, à l'exclusion de tout tribunal, pour entendre une demande de réajustement du loyer d'un logement visé aux articles 1650 à 1650.3 du Code civil, si l'intérêt du demandeur dans l'objet de la demande ne dépasse pas le montant de la compétence de la Cour provinciale. Les articles 56 à 90 de la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (1979, c. 48) s'appliquent à cette demande, en les adaptant.

Bail  
postérieur  
au 21  
décembre  
1979.

La conclusion d'un bail postérieurement au 21 décembre 1979 n'empêche pas le locataire d'obtenir le réajustement du loyer, à

moins que le locateur ne prouve qu'il a été tenu compte de l'abolition des surtaxes et des taxes supplémentaires dans l'établissement du loyer.

Rensei-  
gnements  
gratuits.

Une corporation municipale doit fournir sans frais au locataire qui lui en fait la demande le montant de l'évaluation municipale et scolaire, au 31 décembre 1979, de l'unité d'évaluation visée au premier alinéa et, le cas échéant, lui indiquer s'il s'agit d'un immeuble visé à l'article 552 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) comme il se lisait le 20 décembre 1979.».

1979, c. 72,  
a. 576,  
mod.

**57.** L'article 576 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Critère de  
partage  
applicable.

«Lorsque dans une corporation de comté le critère utilisé avant le 21 décembre 1979 pour le partage des dépenses encourues par celle-ci pour la confection, la tenue à jour et la correction d'office du premier rôle annuel et des rôles annuels subséquents des corporations locales est que chacune de celles-ci supporte seule les coûts relatifs à son rôle, et qu'à la date susmentionnée au moins une corporation locale a commencé à contribuer selon ce critère, ce critère continue de s'appliquer malgré l'article 11 jusqu'à ce que les coûts de confection de tous les premiers rôles annuels des corporations locales aient été entièrement payés, à moins que la corporation de comté et les corporations locales ne s'entendent sur un autre critère avant cela.».

1979, c. 72,  
a. 579,  
mod.

**58.** L'article 579 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Population  
détermi-  
née.

«Aux fins du présent article, la population du territoire d'une corporation municipale est celle établie à partir des résultats du recensement de la population du Canada effectué en 1976 par Statistique Canada conformément à la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, c. 15).».

1979, c. 72,  
aa. 579.1,  
579.2, aj.

**59.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 579, des suivants:

Revenus  
inclus.

**«579.1** Les revenus d'une taxe imposée par la ville de Montréal dans le territoire d'une autre corporation municipale au cours de l'exercice financier municipal de 1980 peuvent être inclus dans le calcul du taux global de taxation de cette corporation pour cet exercice.

Crédit de  
taxe  
foncière.

**«579.2** Pour l'exercice financier municipal de 1981, une corporation municipale qui impose une taxe d'affaires au taux maximum permis par l'article 233 peut accorder un crédit à chaque contribuable débiteur, à l'égard d'une maison unifamiliale, d'un duplex ou d'un triplex, d'une taxe foncière basée sur la valeur imposable

et imposée sur tous les immeubles imposables du territoire de la corporation municipale. Ce crédit est d'un montant égal à un pourcentage de cette taxe foncière; ce pourcentage est fixé par règlement du conseil de la corporation municipale, jusqu'à concurrence de 10%; ce pourcentage peut être différent pour chaque catégorie.

Maximum pour 1982. Pour l'exercice de 1982, le premier alinéa s'applique, sauf que le crédit maximum est de 5%.

Absence de place d'affaires. Une corporation municipale membre de la Communauté urbaine de Montréal qui ne peut imposer de taxe d'affaires en raison de l'absence de place d'affaires dans son territoire peut se prévaloir des premier et deuxième alinéas.».

1979, c. 22, a. 587, ab. **60.** L'article 587 de cette loi est abrogé.

1969, c. 83, a. 152a, aj. **61.** La Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, c. 83) est modifiée par l'insertion, après l'article 152, du suivant:

Contribution d'une municipalité. «**152a.** La Communauté peut exiger d'une municipalité dans laquelle est situé un de ses parcs industriels le versement d'une somme suffisante pour assurer le paiement, en tout ou en partie, des emprunts et des dépenses effectués pour organiser et fournir les services aux immeubles situés dans ce parc.

Quote-part. Cette somme s'ajoute à la quote-part exigée de la municipalité en vertu de l'article 319 et y est assimilée.

Taxe spéciale. Outre la taxe ou la compensation prévue par l'article 306, la municipalité peut, aux fins de payer cette somme, imposer une taxe spéciale sur les immeubles situés dans le parc industriel; cette taxe peut être basée sur l'évaluation imposable des immeubles ou sur la superficie ou l'étendue en front des terrains.».

1969, c. 83, a. 161, mod. **62.** L'article 161 de cette loi, modifié par l'article 149 du chapitre 49 des lois de 1972, remplacé par l'article 36 du chapitre 103 des lois de 1978 et modifié par l'article 403 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe 1° du troisième alinéa qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

«1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphe *a*, *b*, *c* et *d* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:»;

2° par le remplacement des sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 1° du troisième alinéa par les suivants:

«b) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1° de l'article 204 de la loi susmentionnée, à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées;

«c) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 17° de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par l'article 255 de la loi susmentionnée;

«d) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1°.1 de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes foncières municipales qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces immeubles s'ils n'en étaient pas exemptés; aux fins du présent article, l'exercice de référence, à l'égard d'un immeuble ou d'une place d'affaires, est l'exercice financier municipal pour lequel le versement des sommes tenant lieu des taxes à l'égard de cet immeuble ou de cette place d'affaires est complété;»;

3° par le remplacement des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2° du troisième alinéa par les suivants:

«a) le total des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires ou doivent être versées des sommes tenant lieu de cette taxe en vertu de l'article 254 de la loi susmentionnée;

«b) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires situées dans un immeuble visé au paragraphe 1°.1 de l'article 204 de la loi susmentionnée et à l'égard desquelles des sommes tenant lieu de taxe d'affaires doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes d'affaires qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.».

1969, c. 84,  
a. 257,  
mod.

**63.** L'article 257 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, c. 84), remplacé par l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1971, modifié par l'article 9 du chapitre 73 des lois de 1972 et l'article 10 du chapitre 87 des lois de 1975 et remplacé par l'article 420 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié:

1° par le remplacement de la partie du paragraphe 1° du troisième alinéa qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

«1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipa-



11° en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:»;

2° par le remplacement des sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1° du troisième alinéa par les suivants:

«*b*) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1° de l'article 204 de la loi susmentionnée, à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées;

«*c*) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 17° de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par l'article 255 de la loi susmentionnée;

«*d*) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1°.1 de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes foncières municipales qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces immeubles s'ils n'en étaient pas exemptés; aux fins du présent article, l'exercice de référence, à l'égard d'un immeuble ou d'une place d'affaires, est l'exercice financier municipal pour lequel le versement des sommes tenant lieu des taxes à l'égard de cet immeuble ou de cette place d'affaires est complété;»;

3° par le remplacement des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2° du troisième alinéa par les suivants:

«*a*) le total des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires ou doivent être versées des sommes tenant lieu de cette taxe en vertu de l'article 254 de la loi susmentionnée;

«*b*) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires situées dans un immeuble visé au paragraphe 1°.1 de l'article 204 de la loi susmentionnée et à l'égard desquelles des sommes tenant lieu de taxe d'affaires doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes d'affaires qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.»;

4° par l'insertion, après le sixième alinéa, du suivant:

Répartition  
postérieure  
au 1<sup>er</sup>  
octobre.

«Lorsque la répartition définitive des dépenses à répartir pour un exercice financier de la Communauté ne peut être effectuée par le trésorier avant le 1<sup>er</sup> octobre du même exercice financier, les ajustements sont payables à la date du prochain versement des quotes-parts de l'exercice qui suit la date de la répartition définitive.»;



5° par le déplacement du dixième alinéa après le douzième;

6° par le remplacement du onzième alinéa par le suivant:

**Paielements.** «Chaque municipalité doit payer les versements déterminés par le trésorier le 1<sup>er</sup> des mois de mars, juin, septembre et novembre de chaque année. Un versement non payé à échéance et une autre somme due à la Communauté ou payable à cette dernière, en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une entente, porte intérêt au taux nominal maximum permis par le gouvernement pour les emprunts municipaux. Néanmoins, le Conseil peut, lors de la séance d'adoption du budget, décréter un taux d'intérêt inférieur applicable en ce cas à toute somme due ou payable à la Communauté au cours de son prochain exercice financier, à compter de la date d'échéance dans le cas d'un versement de répartition, et du trente et unième jour de la date de la facturation par la Communauté dans les autres cas, lorsqu'aucune date d'échéance n'a été prévue dans le règlement ou l'entente.».

1969, c. 84,  
a. 307,  
remp.

**64.** L'article 307 de cette loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 90 des lois de 1971, modifié par l'article 36 du chapitre 82 des lois de 1974 et remplacé par l'article 424 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

Certifi-  
cation des  
emprunts  
de la  
ville de  
Montréal.

«**307.** L'intérêt et l'amortissement de tous les emprunts de la ville de Montréal visés à l'article 306 et payables par cette dernière durant un exercice financier de la Communauté sont certifiés par le directeur des finances de la ville au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année précédant cet exercice financier. La dépense prévue au certificat fait partie du budget de la Communauté pour cet exercice financier. Elle est répartie par le trésorier de la Communauté dans le délai prévu par l'article 257 et est payable à la Communauté par les municipalités du territoire de la Commission suivant les dispositions de cet article. La Communauté doit remettre à la ville de Montréal le montant de cette dépense en quatre versements, dont le dernier peut être moindre, les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.».

1969, c. 84,  
a. 308,  
mod.

**65.** L'article 308 de cette loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 90 des lois de 1971, modifié par l'article 37 du chapitre 82 des lois de 1974 et l'article 12 du chapitre 87 des lois de 1975 et remplacé par l'article 425 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par les suivants:

Répar-  
tition.

«L'écart entre la partie estimée et le montant réel du déficit à la charge des municipalités pour un exercice, de même que l'écart entre le montant apparaissant au certificat du directeur des finances de la ville de Montréal délivré en vertu de l'article 307 et la dépense réelle encourue par cette ville, doivent être répartis entre

ces municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif en vigueur pour l'exercice financier au cours duquel ces écarts se sont réalisés. Cette répartition doit être faite dans les trente jours de la réception par le trésorier du dernier certificat attestant ces écarts.

Paiements  
des ajus-  
tements.

Les ajustements découlant de cette répartition sont payables à la Communauté dans les trente jours de la date de cette répartition, et la Communauté doit remettre ces sommes à la Commission et à la ville de Montréal dans les dix jours de leur date d'échéance.».

1969, c. 85,  
mod.

**66.** L'article 244 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, c. 85), remplacé par l'article 438 du chapitre 72 des lois de 1979, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Paiement  
des  
déficits  
d'exploit-  
ation.

«**244.** Le paiement des déficits d'exploitation de la Commission de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités desservies par le réseau de transport en commun de la Commission de transport, soit par la circulation de véhicules de la Commission de transport sur leur territoire, soit de toute autre manière indirecte dont la Commission de transport décide de tenir compte avec l'approbation du gouvernement. Ces déficits sont répartis entre ces municipalités en proportion soit du nombre de kilomètres parcourus sur le territoire de chacune durant l'exercice financier précédent, soit de la somme du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Commission de transport a circulé sur le territoire de chacune durant l'exercice financier précédent, soit de leur population, soit de leur potentiel fiscal, soit de tout autre critère déterminé par la Commission de transport avec l'approbation du gouvernement, soit en proportion à la fois de plusieurs de ces critères.»;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 1° du deuxième alinéa qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit:

«1° le produit obtenu en multipliant la somme des montants calculés conformément aux sous-paragrophes *a*, *b*, *c* et *d* par le facteur établi par le ministre pour le rôle d'évaluation de la municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives:»;

3° par le remplacement des sous-paragrophes *b* et *c* du paragraphe 1° du deuxième alinéa par les suivants:

«*b*) le total des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1° de l'article 204 de la loi susmentionnée, à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées;

«c) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés aux paragraphes 13° à 17° de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond au pourcentage du taux global de taxation fixé à leur égard par l'article 255 de la loi susmentionnée;

«d) la partie des valeurs inscrites au rôle des immeubles visés au paragraphe 1°.1 de cet article et à l'égard desquels des sommes tenant lieu de taxes doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes foncières municipales qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces immeubles s'ils n'en étaient pas exemptés; aux fins du présent article, l'exercice de référence, à l'égard d'un immeuble ou d'une place d'affaires, est l'exercice financier municipal pour lequel le versement des sommes tenant lieu des taxes à l'égard de cet immeuble ou de cette place d'affaires est complété;»;

4° par le remplacement des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2° du deuxième alinéa par les suivants:

«a) le total des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires à l'égard desquelles peut être imposée une taxe d'affaires ou doivent être versées des sommes tenant lieu de cette taxe en vertu de l'article 254 de la loi susmentionnée;

«b) la partie des valeurs inscrites au rôle de la valeur locative des places d'affaires situées dans un immeuble visé au paragraphe 1°.1 de l'article 204 de la loi susmentionnée et à l'égard desquelles des sommes tenant lieu de taxe d'affaires doivent être versées, qui correspond à la proportion que représentent les sommes versées pour l'exercice de référence par rapport au montant total des taxes d'affaires qui auraient pu être imposées pour cet exercice à l'égard de ces places d'affaires si elles n'en étaient pas exemptées.»;

5° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Échantil-  
lonnage.

«Le nombre de kilomètres parcourus et le nombre d'heures passées par les véhicules de la Commission de transport dans le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

Modes de  
répar-  
tition.

La Commission de transport n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits d'exploitation afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.».

1969, c. 85,  
a. 271d, aj.

**67.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 271c, du suivant:

**«271d.** La Communauté peut exiger d'une municipalité dans laquelle est situé un immeuble ou un parc de la Société le versement d'une somme suffisante pour assurer le paiement, en tout ou en partie, des emprunts et des dépenses effectués pour organiser et fournir les services aux immeubles de la Société ou aux immeubles situés dans un parc de celle-ci.

Cette somme s'ajoute à la quote-part exigée de la municipalité en vertu de l'article 328 et y est assimilée.

Outre la taxe ou la compensation prévue par l'article 300, la municipalité peut, aux fins de payer cette somme, imposer une taxe spéciale sur les immeubles visés au premier alinéa; cette taxe peut être basée sur l'évaluation imposable des immeubles ou sur la superficie ou l'étendue en front des terrains.».

**68.** L'article 62 de la Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal (1980, c. 40) est abrogé.

**69.** Le paragraphe 12° de l'article 464 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), remplacé pour la cité de Verdun par l'article 5 du chapitre 44 des lois de 1980, est de nouveau remplacé par le suivant:

«12° Pour accorder, aux conditions qu'il détermine, à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire constituant un risque d'incendie, une subvention égale à la valeur dudit immeuble portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette subvention ne peut cependant en aucun cas excéder la somme de trois mille dollars.».

**70.** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980, la Cour municipale de l'ancienne ville de Buckingham qui existait le 31 décembre 1979 est la Cour municipale de la nouvelle ville de Buckingham constituée par l'article 24 de la Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais (1979, c. 95).

Cette Cour municipale a juridiction dans le territoire des municipalités mentionnées dans le protocole d'entente approuvé et publié conformément à l'article 15 de la loi mentionnée au premier alinéa.

Un acte accompli par un juge ou un employé de cette Cour municipale dans les limites de sa juridiction, ou à son égard, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980, est valide.

**71.** Malgré les articles 486 de la Loi sur les cités et villes et 696b du Code municipal, une surtaxe sur les terrains vagues peut

être imposée pour l'exercice financier municipal de 1981 même si les inscriptions au rôle d'évaluation indiquant les immeubles assujettis à cette surtaxe sont faites après le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Effet  
rétroactif. Une telle surtaxe imposée en tout temps en 1981 a un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Disposition  
applicable. **72.** L'article 573 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives remplacé par l'article 56 s'applique aux demandes de réajustement de loyer pendantes devant la Régie du logement le 19 décembre 1980.

Effet. **73.** Les articles 1 et 3 ont effet depuis le 22 octobre 1980.

Effet. **74.** Les articles 2 et 4, ainsi que l'article 579.2 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives édicté par l'article 59, ont effet depuis le 27 novembre 1980.

Effet. **75.** L'article 5 a effet depuis le 18 juin 1980.

Effet. **76.** Les articles 12, 13, 19, 20, 25, 27 à 30, 33 à 51, 54, 55, 57, 58 et 60 à 68, ainsi que l'article 579.1 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives édicté par l'article 59, ont effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

Jugement  
rendu  
ou cause  
pendante. Le premier alinéa n'affecte pas une décision ou un jugement rendu ou une cause pendante au 27 novembre 1980.

Modifi-  
cation  
à un  
règlement. **77.** Une modification apportée à un règlement visé au paragraphe 2<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup> de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, pour le rendre conforme à une modification de cette loi apportée par une disposition de la présente loi ayant un caractère déclaratoire, peut avoir un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1980 ou 1981.

Modifi-  
cation du  
budget. **78.** Le budget d'une corporation municipale, d'une communauté urbaine ou régionale ou d'un organisme dont elle adopte ou approuve le budget peut être modifié pour tenir compte de la présente loi, même si le budget est entré en vigueur automatiquement par l'effet de la loi.

Règles  
applicables  
à la modi-  
fication. La modification peut être soumise au conseil de la corporation municipale ou de la communauté en tout temps. À compter de cette soumission, les règles relatives à l'adoption, à la transmission, à la contestation et à l'entrée en vigueur automatique du budget, s'il y a lieu, s'appliquent à cette modification, en les adaptant. Toutefois, si le conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers des voix, les délais prévus par ces règles peuvent être écourtés de la façon qu'il détermine.



Dispositions applicables.

Les deux premiers alinéas s'appliquent, s'il y a lieu, aux règlements ou résolutions devant accompagner le budget, ainsi qu'aux répartitions qui en découlent.

Ajustement des quotes-parts.

**79.** Dans le cas où la présente loi a pour effet de modifier, pour l'exercice financier de 1980 ou 1981, la répartition de dépenses ou de déficits entre des municipalités membres d'une corporation de comté, d'une communauté urbaine ou régionale ou d'un organisme dont elle adopte ou approuve le budget, l'ajustement des quotes-parts est fait lors du premier versement qui suit l'avis de la modification de la répartition aux municipalités membres. Dans le cas où la municipalité a alors déjà payé la totalité de sa quote-part payable en 1981, le paiement du supplément ou le remboursement du trop-perçu est effectué dans les 90 jours de cet avis; s'il s'agit d'un supplément, il est assimilé à une quote-part ordinaire.

Exigibilité de paiement ou de remboursement.

**80.** Dans le cas où la présente loi a pour effet de rendre obligatoire le paiement d'un supplément de taxe, ou le remboursement d'un trop-perçu, relativement à une taxe imposée pour l'exercice financier de 1980, ce paiement ou ce remboursement peut être exigé et effectué en 1981. Ce supplément ou le montant de ce remboursement porte intérêt, au taux fixé pour la taxe, à compter du trente et unième jour qui suit la demande de paiement ou de remboursement.

Disposition applicable.

Le premier alinéa s'applique sous réserve de la section IV du chapitre XVIII de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, le cas échéant.

Règlement pour se prévaloir de la loi.

**81.** Aux fins de se prévaloir des dispositions modifiées ou édictées par la présente loi, une corporation municipale ou une communauté urbaine ou régionale, le cas échéant, peut adopter ou modifier un règlement ou une résolution relatif à l'imposition ou au paiement d'une taxe ou d'une surtaxe pour l'exercice financier de 1981 même après le début de cet exercice financier.

Effet.

Un tel règlement ou une telle résolution a effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Entrée en vigueur.

**82.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.